

**Arrêté n° 529 CM du 19 avril 2024 portant création de la commission stratégique du système d'information et des services numériques de l'administration de la Polynésie française**

(NOR : SIP24200844AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°43 N du 26/04/2024 à la page 5726 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 26/04/2024

Le Président de la Polynésie française,  
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;  
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 avril 2024,

Arrête :

**Article 1er**

Il est créé une commission stratégique du système d'information et des services numériques de l'administration de la Polynésie française, ci-dessous dénommée commission.

**Art. 2**

La commission est chargée d'émettre un avis concernant :

- les orientations stratégiques du système d'information et des services numériques de la Polynésie française pour la période 2024-2029 ;
- les priorités relatives à la mise en œuvre des projets de transformation digitale de l'administration ;
- l'élaboration et le suivi du schéma directeur stratégique du système d'information et des services numériques de la Polynésie française pour la période 2024-2029 ;
- la définition et l'évolution des programmes. Un programme regroupe les projets concourant conjointement à la dématérialisation des procédures relevant d'un ensemble homogène d'activités administratives, d'une mission spécifique ou d'un domaine sectoriel. Il se réfère, quand cela est possible, à un plan de transformation digitale ou à un schéma directeur afin de garantir sa cohérence et optimiser le processus de modernisation de l'administration. Piloté par un comité, son suivi est communiqué à la commission par transmission des copies des comptes-rendus de ses réunions.

Elle peut également proposer des orientations générales de mise en œuvre.

Elle rédige un rapport annuel rendant compte de son activité.

**Art. 3**

La commission est saisie pour la mise en place ou l'évolution majeure d'un programme et, tout projet d'un montant supérieur à 35 millions de francs CFP et relevant du périmètre suivant :

- applications métier et téléservices, ainsi que leurs évolutions majeures ;
- infrastructure du réseau informatique de la Polynésie française.

La commission émet un avis concernant la priorisation des programmes ou des projets qui lui sont présentés en prenant en considération leurs enjeux et objectifs, leurs périmètres, leurs retours sur investissement, les risques associés, le budget et les ressources humaines nécessaires. Elle est également informée de la gouvernance mise en place, des acteurs concernés et de l'analyse de l'existant.

La commission peut proposer la suspension ou l'arrêt d'un programme à tout moment, quand les conditions de sa réussite ne sont pas réunies.

**Art. 4**

La commission est composée comme suit :

- le ministre en charge du numérique, président de la commission, ou son représentant ;
- les ministères, ou leurs représentants ;

- le secrétaire général du gouvernement, ou son représentant ;
- le directeur du système d'information, ou son représentant ;
- le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration, ou son représentant ;
- le directeur du budget et des finances, ou son représentant ;
- le directeur général des ressources humaines, ou son représentant ;
- le directeur général de l'économie numérique, ou son représentant ;
- une personnalité nommée par arrêté du Président de la Polynésie française, pour son expertise en matière de transformation digitale.

Le président peut inviter toute personne qualifiée pour éclairer les travaux de la commission.

#### **Art. 5**

La commission se réunit au moins une fois par an et sur convocation de son président.

Le secrétariat est assuré par la direction du système d'information. À ce titre, la direction du système d'information prépare les convocations, organise les réunions, rédige les comptes-rendus des réunions, rédige le rapport annuel de la commission et le communique, une fois validé par ses membres réunis en séance, au Président de la Polynésie française.

Les membres sont informés des dates, heure, lieu et ordre du jour de la séance au moins 5 jours francs avant celle-ci, par tout moyen.

La commission peut valablement délibérer si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut délibérer valablement sur le même ordre du jour, dans les trois (3) jours francs suivant la première convocation, quel que soit le nombre des membres.

L'ordre du jour peut être modifié en séance après accord des membres.

Chaque réunion de la commission fait l'objet d'un compte-rendu envoyé par tout moyen à chaque membre de la commission au plus tard 15 jours ouvrés après le déroulement de la séance.

#### **Art. 6**

L'arrêté n° 815 CM du 13 juin 2017 portant création de la commission stratégique du système d'information de l'administration polynésienne est abrogé.

#### **Art. 7**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2024.  
Moetai BROTHERSON.